

## Actualité

# L'UMP

## Vie et mort d'un ordre partisan personnalisé

Chaque élection présidentielle apporte son flot de commentaires sur les raisons profondes d'une victoire ou d'une défaite. Dans le foisonnement des productions profanes ou savantes qui ont accompagné la proclamation des résultats le 6 mai 2012 au soir, un système interprétatif dominait largement : les Français auraient sanctionné la « personnalité » de Nicolas Sarkozy. Les commentateurs qui sont aussi parfois les conseillers du prince rivalisaient de détails sur son « style » inconstant que l'accession au pouvoir aurait révélé aux Français. Son « impulsivité », son « empressement », son « attitude autoréférentielle » étaient dénoncés pêle-mêle. Les systèmes interprétatifs mobilisés pour expliquer sa victoire en 2007 étaient alors repris pour expliquer sa défaite. Son « habileté », son « audace » et son « énergie » hier saluées par les commentateurs se sont transformées sous leur plume en « maladresse », en « agitation » et en « incompetence ». Après cinq ans et une défaite électorale, « son enfance déchirée » qui expliquait hier son « désir de revanche » serait aujourd'hui la matrice de ce qui est désormais décrit par certains comme une tendance à « l'autodestruction ». Cet exemple n'est qu'une illustration parmi d'autres du degré de pénétration d'une grille d'interprétation personni-

ANNE-SOPHIE PETITFILS  
(CERAPS, Université de Lille – Nord de France), ATER en science politique à l'Université de Nice

fiante de la vie politique française. En faisant la part belle à la psychologie individuelle, cette personnalisation minore (voire ignore) très largement le rôle des collectifs partisans dans l'accession et la conservation du pouvoir<sup>1</sup> : l'ancien statut de leader et la défaite de Nicolas Sarkozy se seraient très largement construits « en dehors » de l'UMP. Ses adhérents, par apathie, soumission ou calcul, en auraient dès lors été réduits à « ratifier une autorité charismatique et cathodique évidente ».

À partir d'un travail de terrain mené entre 2004 et 2008 à l'UMP et plus particulièrement dans sa fédération du Nord<sup>2</sup>, je voudrais revenir ici sur la genèse et les ressorts d'un système de domination qui s'est progressivement mis en place à partir de 2004 à l'UMP au profit de

1. Julien Fretel, « Le *leadership* partisan », in Cohen (A.), Lacroix (B.), Riutort (P.), *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009.

2. Anne-Sophie Petitfils, « Sociologie d'une mobilisation partisane managériale modernisatrice. Une approche contextualisée de la refondation de l'UMP (2004-2008) », Thèse de science politique, Université Lille 2, 2012.

Nicolas Sarkozy. Il s'agit plus particulièrement de s'intéresser au *modus operandi* à l'issue duquel celui-ci est apparu comme le « leader naturel » de l'UMP, pouvant légitimement s'approprier les ressources considérables du parti, tant matérielles que symboliques. Jusqu'en 2004, sa légitimité n'allait pas de soi. Nous montrerons d'abord comment Nicolas Sarkozy et son équipe ont, au moyen d'une rhétorique « modernisatrice » et de pratiques managériales, créé la « base » sur laquelle ils ont assis leur domination ; puis en quoi le recrutement de nouveaux entrants au profil et aux attentes distinctes des anciens membres (provenant pour l'essentiel du RPR et dans une moindre mesure de Démocratie libérale<sup>3</sup>), a attisé la concurrence, intensifié les tensions internes et réactivé les identités des formations fondatrices de l'UMP. L'analyse de ce contexte partisan, éminemment conflictuel, peut permettre de comprendre l'âpreté des luttes entre Jean-François Copé et François Fillon et leurs équipes respectives, autour de la succession de Nicolas Sarkozy. En évitant de réduire cet affrontement à « un choc des ego et des ambitions », il s'agit, dans une certaine mesure, de porter un regard décalé sur l'actualité de l'UMP.

### Créer une « base » sur mesure

De novembre 2004 jusqu'à la veille de l'élection présidentielle de 2007, les effectifs de l'UMP auraient officiellement plus que triplé pour dépasser les 300 000 adhérents. Au sein de la fédération du Nord, ils augmentent dans les mêmes

proportions qu'au niveau national pour atteindre 6 000 au cours de l'année 2007. Ces nouveaux adhérents ne forment pourtant pas une génération spontanée. Leur engagement est le produit d'une politique de recrutement rationalisée de « nouveaux adhérents ». Et c'est sur eux que la direction entend s'appuyer pour imposer son *leadership* sur le parti.

Cet élargissement de la base est allé de pair avec un certain renouvellement du personnel politique et la diversification des modèles d'engagement. Ce renouvellement s'observe avec le renforcement de l'implantation de la fédération du Nord dans les milieux « entrepreneuriaux ». La comparaison des matrices familiales, universitaires et surtout professionnelles d'engagement des nouveaux et des anciens adhérents indique l'existence de différences importantes dans le recrutement entre les cohortes d'adhérents. Tandis que les adhérents qui se sont engagés avant novembre 2004, date de l'accession de Nicolas Sarkozy à la présidence de l'UMP, sont plus âgés, davantage diplômés en sciences humaines et sociales, dont le droit et la science politique, salariés dans le public ou employés dans le privé et membres de grandes centrales syndicales, les « nouveaux » ont plus fréquemment reçu un enseignement en sciences économiques et de gestion, appartiennent davantage à l'univers des indépendants ou des cadres du privé et sont soit sans appartenance syndicale, soit affiliés à des organisations patronales.

Les propriétés sociologiques des nouveaux adhérents sont à mettre en relation avec l'offre politique et, plus particulièrement, avec les méthodes utilisées pour recruter. En effet, la présidence dirigée par Nicolas Sarkozy a emprunté les codes culturels et certaines pratiques des

3. L'UMP a été créée en avril 2002 par regroupement du Rassemblement pour la République (RPR) créé en 1976 par Jacques Chirac et de Démocratie libérale, le parti d'Alain Madelin qui avait succédé en 1997 au Parti républicain.

milieux de l'entreprise pour mobiliser. Cette version particulière de la modernisation est inséparable de l'implantation de l'UMP (à travers ses parlementaires) dans les milieux indépendants et de l'entreprise privée, ainsi que de la trajectoire sociopolitique de Nicolas Sarkozy. En endossant les habits du manager-entrepreneur, en se distinguant du Président de la République sortant et du prétendant officiel à la succession, Alain Juppé, en redéfinissant le rôle du parti majoritaire à l'égard du pouvoir exécutif, Nicolas Sarkozy a réussi un véritable coup de force symbolique. Il est ainsi parvenu à se refaire une virginité politique, à se construire une image de réformateur et à faire oublier que les dirigeants de l'UMP étaient au gouvernement depuis 2002.

Mais recruter de nouveaux adhérents ne suffisait pas. Encore fallait-il les rendre visibles et les faire s'exprimer. Aussi cette politique de recrutement s'est-elle accompagnée d'un travail de communication et de (re)construction de la « base » du parti<sup>4</sup>, de façon à l'ajuster aux objectifs de la nouvelle équipe dirigeante conduite par Nicolas Sarkozy. Tout le travail a consisté à rendre visible les nouveaux adhérents, au sein du parti par le biais de la presse partisane et dans l'opinion publique grâce aux médias nationaux, à publiciser les motifs de leur engagement (« un engagement pour Sarkozy »), à leur prêter de nouvelles attentes, en termes de militantisme (des modes d'action censés être plus modernes : le participatif et le e-militantisme), à les promouvoir à des postes de responsabilité en modifiant le système rétributif interne, et à instaurer de nouvelles règles de démocratie, rele-

vant davantage d'une démocratie plébiscitaire que d'une démocratie délibérative. La mise en place de « débats » internes autour du projet législatif, sanctionnés par le vote des adhérents, a participé à l'affaiblissement des groupes intermédiaires (les mouvements et les cadres départementaux), au profit d'un lien direct et individuel entre le leader et l'adhérent.

Ainsi, c'est en recrutant de nouveaux adhérents, présentés comme des supporters du président de l'UMP, et en leur faisant endosser ses ambitions que Nicolas Sarkozy a construit en grande partie son *leadership*. L'engagement de ces adhérents et le travail de construction de groupes antagonistes a eu pour effet d'attiser la concurrence interne entre les différentes générations militantes.

### Attiser la concurrence interne

L'augmentation de la demande militante a exacerbé la concurrence interne et accentué la division des militants. Mais l'intensification de la compétition n'est pas le simple produit mécanique du jeu de l'offre et de la demande. Elle est en réalité étroitement liée au travail de la direction partisane pour subvertir l'ordre partisan. Ses efforts ont, d'une part, consisté à discréditer les cadres fédéraux provenant pour la plupart du RPR. En voulant apparaître comme moderne, la présidence de Nicolas Sarkozy a contribué à faire vieillir socialement les « anciens adhérents ». En les associant à l'archaïsme, elle a participé activement à la disqualification de leurs modes d'action, de leur culture politique et de leur identité supposés. D'autre part, elle a joué un rôle décisif en aiguissant les ambitions des nouveaux adhérents. Avant son accession à la présidence de l'UMP, à l'université

4. Charles Suaud, « Le mythe de la base. Les États généraux du développement agricole et la production d'une parole paysanne », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 52-53, 1984, p. 56-79.

d'été de 2004, Nicolas Sarkozy annonce son intention de favoriser l'accès à des postes de responsabilité pour « ceux qui le désirent le plus » :

« Je confierai des responsabilités à ceux qui le désirent le plus. Je ne vous reprocherai jamais à vous, jeunes responsables, d'en faire trop, car je pense toujours que vous n'en ferez jamais assez. Je changerai sans état d'âme ceux qui n'ont plus la foi, l'envie, la volonté de convaincre et de rassembler. »<sup>5</sup>

Cette déclaration sonne comme une promesse de transformation du système rétributif partisan et de modification des hiérarchies internes. Plutôt que d'attribuer les responsabilités en fonction de l'ancienneté ou de l'héritage, Nicolas Sarkozy annonce son intention de donner des places à ceux qui militent le plus. Ces annonces constituent la déclinaison partisane du « travailler plus pour gagner plus » et s'inscrivent dans une culture du chiffre, qui imprègne plus largement les dispositifs et pratiques partisans. S'il est difficile et sans doute vain d'évaluer l'efficacité de ce nouveau système à l'aune de sa capacité à mobiliser les militants, il nous semble en revanche fécond de l'envisager comme un dispositif institutionnel idéologique. Du côté des gouvernants, la méritocratie (« plus je milite, plus je gagne ») justifie de changer les têtes et, plus ou moins officieusement, de faire de la discrimination positive en faveur des « nouveaux » adhérents. De fait, peu après, une réforme des statuts a réservé des places dans les comités départementaux au collège des nouveaux adhérents. Du côté des gouvernés, il s'agit d'un argument pour justifier leur participation au jeu partisan et les

coûts, professionnels et familiaux, parfois élevés, qui l'accompagnent. En tant que chefs d'entreprise ou techniciens et cadres du privé, les nouveaux adhérents sont disposés à se réapproprier à l'aune de leur vécu professionnel cette culture de la performance.

On le voit, le recrutement massif de « nouveaux adhérents », présentés comme des supporters de Nicolas Sarkozy, exacerbe la concurrence et les tensions internes. Cette concurrence favorise le renforcement du contrôle partisan et la manifestation de comportements loyaux de la part des cadres locaux pourtant mécontents de cette « modernisation » à marche forcée.

### Renforcer le contrôle partisan

Le système de domination qui s'instaure progressivement à l'UMP repose sur l'élévation du degré de contrôle partisan des subordonnés. Deux éléments favorisent le renforcement de ce contrôle. Ce dernier s'insinue, d'une part, dans les plis des technologies managériales : en amont par la fixation d'objectifs chiffrés (pour le recrutement de nouveaux adhérents ou la mobilisation de participants à un meeting), en aval par la mise en place de dispositifs d'évaluation des résultats individuels et d'un nouveau système de rétributions, officiellement mis en place pour récompenser les plus méritants et sanctionner les passagers clandestins. D'autre part, l'accroissement de la concurrence interne joue un rôle décisif dans la mise en place d'un contrôle quotidien et informel des militants entre eux. Le moindre écart peut être interprété et instrumentalisé par des concurrents internes et valoir à son auteur, l'étiquette de déviant (l'« infidèle » ou le « traître »). Quand se compter compte, tout attermoisement risque d'être

5. Discours de Nicolas Sarkozy à l'université d'été d'Avoriaz du 3 au 5 septembre 2004.

instrumentalisé par des adversaires pour mettre en cause la fidélité de son auteur à l'institution et au *leader*. Et la sanction est alors immédiate. Si l'exclusion est rarement prononcée, *a fortiori* à mesure que le statut du contrevenant s'élève, en revanche, d'autres outils coercitifs tout aussi efficaces existent, à l'instar du rappel à l'ordre, de la marginalisation, ou de la destitution des fonctions. Ces instruments ont par ailleurs l'avantage d'être conformes à l'image d'un parti « ouvert », aux antipodes du modèle soviétiforme, que les dirigeants de l'UMP souhaitent refléter. L'intensification de la concurrence a pour effet d'élever les coûts de la prise de parole publique contestataire. En l'absence de canaux d'expression institutionnalisés sous la forme de courants comme les « mouvements », le mécontentement débouche sur des pratiques d'adaptation individuelles, qui diffèrent en fonction du rapport individuel au parti. Si, du côté des simples adhérents et des anciens « nouveaux adhérents », c'est le désengagement qui semble l'emporter, du côté des responsables de circonscription, le mécontentement ne se manifeste ni par de l'*exit*, ni par une loyauté résignée ou apathique, mais par des pratiques de résistance infrapolitiques et clandestines à la politique de modernisation (ne pas recruter, ne pas mobiliser, ne pas prendre contact avec les « nouveaux adhérents », etc.).

Et pourtant, depuis 2004, les motifs de mécontentement ne manquent pas, mais ils diffèrent en fonction de la trajectoire politique et de la position dans le parti des adhérents. Si les adhérents et les cadres locaux provenant de DL et de la démocratie-chrétienne pestent contre les velléités centralisatrices de la direction du parti, une partie de ceux qui proviennent du RPR manifestent leur mécontentement à l'égard de la dilution de l'idéolo-

gie gaulliste à l'UMP. Parce que le renouvellement promis n'est pas à la hauteur de leurs attentes, une partie des « nouveaux adhérents », les plus jeunes notamment, manifestent leur insatisfaction. Les défaites successives de l'UMP aux différentes élections intermédiaires (les élections municipales de 2008 et les élections régionales de 2010) réduisent encore davantage les rétributions matérielles (en termes de postes) et finissent par ébranler les chances de renouvellement du personnel politique local. Dans le Nord Pas-de-Calais où le Front National parvient à se maintenir au second tour, les résultats de ces élections acquièrent aussi une portée symbolique : ils signent l'échec d'une stratégie d'alliance des traditions politiques de la droite pour contenir la progression de l'extrême-droite et maintenir leur hégémonie.

Au final, il apparaît que les stratégies d'imposition du *leadership* de Nicolas Sarkozy ont eu un effet contradictoire sur l'UMP : d'un côté, elles ont attisé les tensions internes entre « nouveaux » et « anciens » adhérents, puis entre les membres provenant des différentes formations fondatrices de l'UMP et entre cadres fédéraux et la direction nationale, d'un autre côté, elles ont favorisé, par le truchement de la concurrence interne, la construction et la préservation d'une unité et d'une loyauté de façade. La défaite à l'élection présidentielle a ébranlé cet ordre partisan instable. Les liens de loyauté se sont distendus, les langues se sont déliées avec d'autant plus d'empressement et de vigueur que la période d'abstinence critique avait été longue. Au regard de cette expérience sarkozyste, nul doute que l'édification d'un nouvel ordre partisan personnalisé était bel et bien un enjeu central du « duel » Copé-Fillon. ■